

La volonté d'agir et l'impartialité du Canada devant la crise en Amérique centrale ont été reconnues par les gouvernements de cette région lorsqu'ils ont fait part, dans un communiqué en date du 7 avril, de leur intention d'inviter l'Espagne, l'Allemagne de l'Ouest et le Canada à élaborer des mécanismes de maintien de la paix dans la région.

L'entente de Sapoá, au Nicaragua, a été perçue comme un grand pas en avant dans le processus de paix, et elle a fait l'objet d'une résolution au Parlement canadien. Nous avons salué les efforts constructifs que le Secrétaire général, M. Baena Soares, n'a pas ménagés à titre de témoin et d'arbitre de ces discussions. En plus de servir le processus de paix en Amérique centrale, son rôle a aidé l'Organisation des États américains à remplir son mandat et à favoriser les principes énoncés dans sa Charte.

Nous tous qui oeuvrons à la promotion de la paix en Amérique centrale sommes déçus devant la stagnation de ces discussions. Nous invitons les deux parties à relancer leurs efforts de façon à réaliser les espoirs de paix et de démocratie au Nicaragua. Dans un contexte plus large, nous encourageons les dirigeants des cinq pays centraméricains à travailler ensemble afin de faire renaître l'esprit de l'accord d'Esquipulas II et de rétablir le dynamisme du processus historique qu'ils ont amorcé il y a un an. Comme nous l'avons dit à maintes reprises, le Canada est prêt à offrir son aide en mettant en oeuvre tous les moyens pratiques dont il dispose.

Pour des raisons historiques évidentes, le Canada entretient des relations à la fois spéciales et prioritaires avec les pays anglophones des Antilles; cela tient à notre héritage colonial commun, à notre langue commune et à l'origine commune de nos institutions juridiques et politiques. Ces relations spéciales se manifestent à la lumière des rapports qu'entretiennent de très nombreux particuliers, de la coopération au niveau de nos établissements respectifs et du lancement, en 1986, de l'initiative CaribCan, un arrangement qui fait du Canada un marché virtuellement libre pour les exportations des pays antillais membres du Commonwealth. Depuis des années, les Antilles bénéficient en priorité des programmes canadiens d'aide au développement économique. Chaque été, environ 5 000 antillais obtiennent un emploi temporaire au Canada pour travailler à la récolte de produits agricoles dans le cadre d'un programme mis sur pied il y a plusieurs années à l'intention des pays antillais et du Mexique. Ce programme répond manifestement à un besoin.